

Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP)

Vingt-huitième session
Genève, 16 – 20 mai 2022

PRESENTATION DES RESULTATS LIVRES DANS LE CADRE DU PROJET DU
PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LA
DISTRIBUTION DE CONTENU DANS L'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE

Document établi par le Secrétariat

1. L'annexe au présent document contient un aperçu des résultats livrés dans le cadre du projet du plan d'action pour le développement sur le droit d'auteur et la distribution de contenu dans l'environnement numérique (document CDIP/22/15 Rev.), établi par le chef de projet.

2. *Le CDIP est invité à prendre note des renseignements contenus dans l'annexe du présent document.*

[L'annexe suit]

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION.....	2
2.	RÉCAPITULATIFS.....	2
I.	ÉTUDE SUR LE CADRE JURIDIQUE DE L'AUDIOVISUEL EN AMERIQUE LATINE	2
	Partie 1 : Les modèles économiques audiovisuels OTT ("Over-The-Top", ou service de diffusion par contournement) en Amérique latine : tendances récentes et évolution future	2
	Partie 2 : Le cadre juridique du secteur audiovisuel dans l'environnement numérique	3
	Annexe à la partie 2 :	4
	Partie 3 : Traitement juridique des auteurs étrangers de contenus audiovisuels.....	4
	Partie 4 : Pratiques contractuelles dans le secteur audiovisuel latino-américain dans l'environnement numérique	5
	Partie 5 : Identification et métadonnées des œuvres audiovisuelles	7
	Partie 6 : Méthodes alternatives de règlement des litiges à l'OMPI appliquées aux modèles économiques OTT	7
II.	ÉTUDE CONCERNANT LE CONTENU AUDIOVISUEL RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC ET LES ŒUVRES ORPHELINES	8
III.	ÉTUDES DE CAS	8
	Étude de cas I : Les femmes dans l'industrie audiovisuelle : panorama des pays d'Amérique latine et de l'Espagne	8
	Étude de cas II : L'expérience d'un producteur brésilien indépendant avec la distribution de contenu audiovisuel en ligne	9
	Étude de cas III : Le développement d'une plateforme OTT locale.....	9
	Étude de cas IV : L'acquittement des droits du point de vue d'un producteur indépendant brésilien.....	10
	Étude de cas V : Le rôle d'un service d'agrégation de contenu dans la distribution VoD au Brésil et en Amérique latine : L'expérience de Sofa Digital.....	10
	Étude de cas VI : L'utilisation des données dans le secteur de l'audiovisuel : tendances et opportunités	12
	Étude de cas VII : Les plateformes en ligne Cine.ar et cine.ar.play	13

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS LIVRÉS DANS LE CADRE DU PROJET DU PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LA DISTRIBUTION DE CONTENU DANS L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE

1. INTRODUCTION

Ce document contient le résumé des deux études et des six études de cas commandées dans le cadre du projet pilote sur le droit d'auteur et la distribution des contenus dans l'environnement numérique (document [CDIP/22/15 Rev.](#)). Le projet, *entre autres*, vise à mieux faire connaître le cadre juridique existant aux créateurs et aux parties prenantes, à fournir des exemples des caractéristiques actuelles du marché du contenu audiovisuel en ligne et à fournir un contexte pour les questions soulevées actuellement en matière de droit d'auteur et des droits connexes sur le marché audiovisuel numérique dans les pays participants, à savoir : Argentine, Brésil, Costa Rica, Équateur, Pérou et Uruguay.

Le texte intégral des études et études de cas respectives est disponible dans le *Catalogue des projets du Plan d'action pour le développement et des résultats*, accessible à l'adresse suivante : https://dacatalogue.wipo.int/projects/DA_1_3_4_10_11_16_25_35_01.

2. RECAPITULATIFS

I. ÉTUDE SUR LE CADRE JURIDIQUE DE L'AUDIOVISUEL EN AMÉRIQUE LATINE

Partie 1 : Les modèles économiques audiovisuels OTT ("Over-The-Top", ou service de diffusion par contournement) en Amérique latine : tendances récentes et évolution future

Auteur : M. Raul Katz

Langue : [anglais](#) et [espagnol](#)

Récapitulatif

Cette étude analyse l'évolution récente et les prévisions pour le futur proche des différents modèles économiques des services audiovisuels OTT ("Over-The-Top"). Les tendances récentes dans le monde et en Amérique latine illustrent un développement important de ces plateformes, avec une pénétration régionale d'environ 84% des foyers disposant du haut débit fixe. Les services audiovisuels OTT ne reposent pas sur un modèle économique unique. Bien que tous soient orientés pour satisfaire le même besoin de divertissement, il existe des différences autour de leur proposition de valeur, des ressources dont ils disposent pour la réaliser, de leur formule de rentabilité et de leurs processus opérationnels. La composition des parts de marché suggère une structure claire de longue traîne, représentant un marché fragmenté au-delà des leaders de chaque segment. Les contenus sont la partie essentielle de l'offre de valeur, appréciant une plus grande offre de titres dans le cas des plateformes du modèle de paiement à la transaction. L'offre de productions nationales est identifiée comme un avantage concurrentiel pour les plateformes locales, c'est pourquoi les grands OTT mondiaux multiplient les efforts pour intégrer ce type de contenus dans leur programmation. Au cours des prochaines années, les services OTT devraient continuer à s'étendre en Amérique latine. Dans tous les pays analysés, la pénétration devrait dépasser 90% des foyers disposant du haut débit fixe en 2023. Bien que l'expansion de la pénétration des modèles de paiement par

abonnement ou par transaction devrait être modérée, la croissance sera un peu plus prononcée pour les modèles basés sur la publicité gratuite.

Partie 2 : Le cadre juridique du secteur audiovisuel dans l'environnement numérique

Auteur : Mme Marta Garcia Leon

Langue : [anglais](#) et [espagnol](#)

Récapitulatif

L'objectif et la portée de cette étude sont de fournir des informations sur l'état actuel du marché ainsi que sur le cadre juridique national et supranational applicable à l'exploitation en ligne de contenus audiovisuels en Argentine, au Brésil, au Costa Rica, en Équateur, au Pérou et en Uruguay.

Comme nous le verrons, ces pays ont des réalités de marché différentes et des marchés hétérogènes pour l'exploitation et la production audiovisuelles, les productions audiovisuelles rencontrant fréquemment des difficultés pour accéder aux canaux de distribution numérique sur un pied d'égalité avec les contenus produits ailleurs, en particulier les grandes productions étrangères.

Cette analyse vise à déterminer le traitement juridique du droit d'auteur et des droits connexes dans l'environnement numérique et les systèmes de licence appliqués, ainsi que les ambiguïtés, les défis et les opportunités de la diffusion multiterritoriale des contenus en Amérique latine, en tenant compte de la situation juridique en Argentine, au Brésil, au Costa Rica, en Équateur, au Pérou et en Uruguay.

La production audiovisuelle en Amérique latine a considérablement augmenté ces dernières années et suscite un intérêt croissant dans d'autres territoires. Dans le même temps, la demande de contenus audiovisuels dans tous les formats a considérablement augmenté. Cependant, bien que l'exploitation en ligne de contenus audiovisuels, par le biais de plateformes numériques, d'appareils mobiles, d'Internet, de réseaux sociaux et d'autres moyens, semble clairement être le principal mode de diffusion, elle pose toujours des défis majeurs pour la diffusion de contenus produits dans la région et ailleurs. De plus, l'expansion de cette forme de diffusion modifie l'organisation de la production et du financement de ces contenus, tant par rapport à la création de nouvelles dynamiques et processus que par rapport à sa structure même et, bien sûr, au consommateur.

C'est un fait que les obstacles à la distribution et à l'exploitation des productions nationales, en particulier des films, s'étendent à l'absence d'un marché régional latino-américain avec l'avantage de l'espagnol comme langue commune à tous les pays, à l'exception du Brésil. De plus, s'il existe des organisations qui contribuent à la coordination régionale de la distribution des contenus, elles sont également insuffisantes.

Outre l'absence d'un marché régional latino-américain, les règles de propriété intellectuelle et diverses réglementations applicables à la distribution de contenus audiovisuels sont incohérentes, ce qui affecte également les contenus provenant d'autres pays.

L'élaboration et la mise en œuvre de plateformes de diffusion en ligne (ou de systèmes similaires) sur ces marchés permettent (ou devraient permettre) l'accès à des contenus qui seraient autrement plus difficiles à localiser, en particulier pour le public à la recherche de

contenus audiovisuels latino-américains, qui devrait autrement avoir (ou a) recours à des contenus publiés illégalement.

Annexe à la partie 2 :

Synthèse du droit d'auteur et des droits connexes nationaux applicables à l'octroi de licences pour des contenus audiovisuels en ligne.

Auteur : Mme Marta Garcia Leon

Langue : [espagnol](#)

Récapitulatif

Cette annexe contient une série de tableaux offrant des informations sur le droit d'auteur national et les droits connexes des pays participants applicables à l'octroi de licences de contenu audiovisuel en ligne pour les pays participants.

Partie 3 : Traitement juridique des auteurs étrangers de contenus audiovisuels

Auteur : M. Aurelio Lopez-Tarruela

Langue : [anglais](#) et [espagnol](#)

Récapitulatif

Les conventions internationales pertinentes reprennent un consensus mondial selon lequel les auteurs d'œuvres audiovisuelles méritent d'être protégés de manière adéquate. Ce consensus n'est toutefois pas aussi large lorsqu'il s'agit de la manière dont ces auteurs doivent être rémunérés pour l'exploitation de leur œuvre. À l'occasion, cela incite les auteurs d'œuvres audiovisuelles à faire valoir qu'ils ne reçoivent pas une rémunération équitable. Ce problème, couramment signalé, peut également être observé en Amérique latine et, à quelques exceptions près, peut également apparaître dans les juridictions couvertes par cette étude : Argentine, Brésil, Costa Rica, Équateur, Pérou et Uruguay.

Le problème est encore plus aigu lorsque les œuvres sont exploitées sur des marchés autres que celui de leur État d'origine, simultanément ou successivement. Cette situation n'est en aucun cas exceptionnelle. Ces dernières années, le marché de l'audiovisuel a connu une transformation rapide avec l'avènement des technologies numériques et des services en ligne. Si les fenêtres d'exploitation traditionnelles et les horaires d'ouverture nationaux restent en vigueur, la disponibilité immédiate des contenus audiovisuels dans le monde entier grâce à l'Internet ne cesse de croître. Les plateformes de vidéo à la demande (Netflix, Amazon, HBO, etc.) se généralisent et proposent généralement leurs services à l'international. À l'heure actuelle, tous les types de contenus sont accessibles gratuitement, en échange de publicité, sous forme d'abonnement ou de paiement à la séance, ce qui pose la question de savoir combien de temps encore les modèles traditionnels d'exploitation peuvent durer.

S'il est vrai que la production d'œuvres audiovisuelles nécessite des investissements importants et comporte des risques élevés, l'exploitation de contenus sans limites géographiques apporte une augmentation exponentielle des revenus que ces plateformes peuvent obtenir en exploitant ces productions. Il a été allégué que cela ne se traduisait pas nécessairement par une augmentation de la rémunération des auteurs proportionnelle à l'augmentation de l'exploitation de leurs œuvres. Le problème ne se limite pas exclusivement à l'exploitation des médias numériques. Les auteurs ne sont pas non plus suffisamment rémunérés pour la représentation

de leurs œuvres dans les salles de cinéma, sur les chaînes de télévision par câble ou de radiodiffusion, ou pour la location de leurs œuvres. En général, les auteurs reçoivent un paiement unique pour la cession de tous leurs droits et, dans la plupart des cas, ne participent pas aux revenus générés par l'exploitation ultérieure de l'œuvre.

L'objectif de cette étude est d'examiner les raisons qui entravent la protection des auteurs d'œuvres audiovisuelles lorsqu'elles sont exploitées à l'échelle internationale, et de déterminer l'efficacité des mesures mises en œuvre par les systèmes nationaux de droit d'auteur pour renforcer cette protection.

Comme nous le verrons dans la section suivante, les représentants des auteurs identifient deux raisons principales : les différences entre les législations nationales sur la propriété intellectuelle et la facilité avec laquelle les plateformes peuvent contourner les règles protégeant les auteurs dans les contrats lorsque la relation revêt un caractère international.

Les mesures mises en œuvre dans les systèmes juridiques analysés pour protéger les auteurs d'œuvres audiovisuelles sont traitées dans la section III. Les organisations ou entités de gestion collective jouent un rôle important à cet égard. Néanmoins, tous les États examinés dans cette étude n'en disposent pas. Un deuxième élément de protection introduit dans certaines législations consiste en l'adoption d'un simple droit à rémunération pour la reproduction et la communication publique d'œuvres audiovisuelles, non susceptible de dérogation et soumis à une gestion collective obligatoire.

Avant de fournir des explications, il convient de noter que ce document se concentre sur les auteurs d'œuvres audiovisuelles, bien que bon nombre des conclusions puissent être appliquées par analogie à d'autres titulaires de droits, tels que les artistes interprètes ou exécutants.

Partie 4 : Pratiques contractuelles dans le secteur audiovisuel latino-américain dans l'environnement numérique

Auteur : M. Bertrand Moullier et Mme Alexandra Galvis

Langue : [anglais](#)

Récapitulatif

La partie 4 de l'étude est conçue, en particulier, pour compléter les études parallèles sur le cadre législatif et réglementaire du droit d'auteur et sur le marché des services de divertissement filmé et de vidéo numérique en ligne dans ces pays et dans la région en général.

Bien que la présente étude fasse brièvement référence aux fondements législatifs et réglementaires et aux tendances générales du marché numérique dans la région, elle se concentre avant tout sur les réalités de la coutume et de la pratique contractuelles et sur leurs évolutions récentes à la lumière des développements changeants des technologies de distribution numérique, des marchés et des modèles commerciaux.

Les aspects particuliers de la pratique contractuelle du secteur audiovisuel latino-américain couverts par cette étude concernent spécifiquement les transactions entre les parties concernant le transfert/la licence/la cession du droit d'auteur et des droits connexes ainsi que les dispositions concernant les honoraires, la rémunération et le partage des revenus. Elle s'intéresse principalement aux contrats de distribution et de licence et aux contrats entre les

producteurs de contenu audiovisuel professionnel et les entités – telles que les distributeurs locaux, régionaux ou mondiaux, les agents de vente internationaux, les plateformes de diffusion et de vidéo à la demande (“VoD”) – qui mettent le contenu sur le marché des consommateurs. Elle s’inscrit dans la dynamique évolutive induite par les nouvelles formes d’usages numériques qui ont considérablement complexifié la chaîne de valeur audiovisuelle ces dernières années, du point de vue des producteurs. L’étude porte uniquement sur les contrats de l’industrie du contenu audiovisuel professionnel et commercial.

Le matériel de la présente étude a été généré principalement par des entretiens individuels approfondis avec un éventail d’acteurs actuellement actifs dans les écosystèmes créatifs et économiques audiovisuels dans les six pays d’Amérique latine sélectionnés. Si la majorité des personnes interrogées étaient des créatifs ou des hommes d’affaires, il y avait également des cadres et des gestionnaires de contrats dans des associations professionnelles, ainsi que des juristes spécialisés dans les contrats. Ces entretiens ont été complétés par des documents déjà détenus par les auteurs, ainsi que par de nouvelles recherches documentaires. Des extraits de la deuxième édition de l’ouvrage de l’OMPI de Bertrand Moullier *Droits, Caméra, Action!* ont également été insérés et adaptés, le cas échéant, dans la section 2 de l’étude, qui résume les principales caractéristiques générales des contrats de distribution et de vente de produits audiovisuels existant dans le monde.

Le cas échéant, les auteurs ont également interrogé des professionnels dans des pays d’Amérique latine autres que les six sélectionnés pour cette étude. Il s’agissait d’un choix logique, dicté par la réalité d’un marché fluide, dans lequel la coopération entre producteurs et créateurs au-delà des frontières nationales est fréquente. En particulier, il existe une pratique établie de coproductions multipartites entre les producteurs et les plateformes dans différents pays d’Amérique latine, comme moyen d’obtenir des budgets plus importants et d’assurer une plus grande circulation intra-latine des films ou des programmes de télévision/diffusés en continu qui en résultent. Il semble que l’avènement de la VoD ait introduit une plus grande flexibilité à cet égard et élargi le marché des contenus importés d’autres pays d’Amérique latine par des distributeurs et/ou plateformes locaux achetant des licences pour plusieurs territoires à la fois.

La production de faits et de données originaux sur le sujet de l’étude était inévitablement difficile, en raison de la coutume et de la pratique commerciales compréhensibles qui consistent à garder strictement confidentielle la nature des négociations individuelles et l’utilisation de contrats qui contiennent souvent des clauses exécutoires de non-divulgaration ou de confidentialité. Comme l’exigeait la déontologie, les résultats ont été présentés sous forme de grandes catégories d’observations, un schéma conçu pour protéger l’anonymat et éviter de faciliter l’identification de pratiques contractuelles spécifiques de certaines plateformes, diffuseurs, producteurs et autres participants à la chaîne de création, de production et de distribution audiovisuelles. Lorsque des personnes et des sociétés spécifiques ont donné leur consentement exprès à la divulgation de certaines informations concernant des contrats particuliers, ou des parties de contrats, celles-ci sont mentionnées directement, à un niveau de détail convenu au préalable.

Partie 5 : Identification et métadonnées des œuvres audiovisuelles

Auteur : M. Gustavo Schötz

Langue : [anglais](#) et [espagnol](#)

Récapitulatif

La partie 5 porte sur la distribution numérique des contenus audiovisuels par le biais de plateformes en ligne. Une fois que l'œuvre audiovisuelle a été produite et qu'elle commence à être exploitée, dans n'importe quel format et par n'importe quel canal de distribution, il est important de pouvoir l'identifier à différents moments et à différentes fins; par exemple, pour que les titulaires puissent exercer leurs droits. Dans un environnement numérique mondial qui permet aux œuvres audiovisuelles d'être utilisées simultanément sur différentes plateformes par des distributeurs et des utilisateurs de n'importe quel pays, il est essentiel que ces utilisations soient contrôlées avec précision.

Ce rapport vise à comprendre et à explorer les moyens possibles de résoudre les cinq problèmes fondamentaux liés à l'information et aux métadonnées : a) les retards dans la compilation et le téléchargement des données; b) le manque de données; c) la perte de données; d) la contamination et l'incohérence des données; et e) le volume des données. En particulier, nous nous attacherons à simplifier la gestion des informations sur les œuvres audiovisuelles afin de réduire les coûts liés à la distribution des contenus. La croissance de l'audience et l'augmentation des produits de qualité nécessitent l'élargissement des canaux de distribution, ce qui peut entraîner une perte de contrôle et de revenus. De plus, la distribution sur plusieurs plateformes nécessite l'interopérabilité des informations et des bases de données.

L'absence d'informations sur la circulation des œuvres est un problème plus pressant pour les petits producteurs des pays concernés par ce projet. Si le marché numérique peut permettre à une œuvre d'être appréciée dans le monde entier, via le doublage ou le sous-titrage, il est en réalité très difficile pour le public d'y accéder sans une information adéquate. Le cas échéant, si l'œuvre a été appréciée dans de nombreuses juridictions, un manque d'information empêcherait les titulaires de droits de recevoir une compensation adéquate pour cette utilisation.

Le présent rapport se concentrera sur les données et les métadonnées des œuvres audiovisuelles produites et distribuées par des professionnels. Cela exclut le contenu généré par l'utilisateur (UGC), même si ce contenu peut être considéré comme une œuvre audiovisuelle, car il ne constitue pas une production au sens technico-commercial du terme.

Partie 6 : Méthodes alternatives de règlement des litiges à l'OMPI appliquées aux modèles économiques OTT

Auteurs : M. Leandro Toscano et M. Oscar Suarez

Langue : [anglais](#) et [espagnol](#)

Récapitulatif

Avec le nombre croissant de contrats conclus pour une même production audiovisuelle, dont certains ne sont même pas initialement sous forme écrite, des litiges surviennent fréquemment dans les différentes phases du secteur audiovisuel. Compte tenu de la croissance des productions internationales et de la distribution mondiale dans l'environnement OTT, il est de plus en plus nécessaire de trouver des moyens de protéger les intérêts des titulaires et des

utilisateurs du droit d'auteur et du contenu dans l'environnement numérique. Il s'agit d'une réalité au niveau mondial, qui s'applique également au contexte latino-américain. En particulier, mettre à la disposition des parties des moyens efficaces en termes de temps et de coût pour résoudre les litiges qui peuvent découler de leurs relations contractuelles, notamment celles qui comportent des éléments transfrontaliers. À cet égard, le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI (le Centre de l'OMPI) a vu un nombre croissant de médiations et d'arbitrages de litiges transfrontaliers dans l'industrie cinématographique et médiatique.

II. ÉTUDE CONCERNANT LE CONTENU AUDIOVISUEL RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC ET LES ŒUVRES ORPHELINES

Auteur : M. Marcos Wachowicz

Langue : espagnol

Récapitulatif

Le domaine public du droit d'auteur, bien qu'il ait été fortement étudié par la doctrine et ait fait l'objet de multiples initiatives au cours des dernières décennies, est rarement défini et encore moins détaillé dans les règles nationales et internationales. Le secteur audiovisuel souffre particulièrement des risques de détérioration des œuvres anciennes, en raison de la fragilité des supports sur lesquels les œuvres sont imposées, nécessitant des conditions de protection particulières dans un contexte de pays émergents où il existe peu d'institutions et une absence d'environnements destinés à cette fonction. Le simple fait de placer l'œuvre dans le domaine public ne signifie pas nécessairement des avantages culturels ou d'accès. Des politiques publiques, des innovations techniques et des réformes juridiques continueront d'être nécessaires, même en dehors du droit d'auteur, pour garantir un large accès aux œuvres du domaine public pour la société dans son ensemble.

III. ÉTUDES DE CAS

Étude de cas I : Les femmes dans l'industrie audiovisuelle : panorama des pays d'Amérique latine et de l'Espagne

Langue : [anglais](#), [espagnol](#) et portugais

Auteurs : Mme Debora Ivanov, Mme Luciana Vieira, Mme Aleteia Selonk et Mme Marcia Candido

Récapitulatif

Cette étude de cas a pour but d'examiner la participation des femmes dans l'industrie audiovisuelle dans certains pays d'Amérique latine et en Espagne. À cette fin, nous avons esquissé un panorama de la situation actuelle de la diversité des genres, en mettant en évidence la proportion de femmes dans les rôles de direction créative, c'est-à-dire les crédits dans la réalisation, l'écriture de scénarios et la production. Dans la mesure du possible, nous avons inclus des informations sur les autres rôles technico-artistiques, ainsi que sur la main-d'œuvre du secteur dans son ensemble et sur les acteurs des récits cinématographiques. Cette dernière série de données n'est pas disponible pour tous les pays et n'est donc pas comparable; elle contribue cependant à la compréhension des différents scénarios et a donc été incluse dans les sections relatives à chaque pays.

Ce travail rassemble les données disponibles pour l'Argentine, le Brésil et le Mexique – trois des plus grands producteurs de contenu d'Amérique latine – ainsi que pour l'Uruguay et l'Espagne. L'inclusion de l'Espagne se justifie par l'importance du pays dans la circulation des œuvres en langue espagnole. Le texte est divisé en trois parties. La première présente une réflexion conceptuelle sur la question de la mixité dans le secteur audiovisuel et son importance d'un point de vue social et économique. La deuxième partie aborde les données spécifiques à chaque contexte national. Enfin, la conclusion systématise les constats de l'étude, compare chaque réalité et propose des réflexions sur les causes des déséquilibres constatés et les voies possibles pour les surmonter.

Étude de cas II : L'expérience d'un producteur brésilien indépendant avec la distribution de contenu audiovisuel en ligne

Langue : [anglais](#)

Auteur : M. Rodrigo Salinas

Récapitulatif

Cette étude de cas examine les principaux changements dans la structuration juridique de la production audiovisuelle au Brésil à la suite de la distribution numérique, en suivant la perspective des droits nécessaires pour assurer une distribution efficace de l'œuvre audiovisuelle. Ce document vise également à mettre en évidence les principaux défis et tendances des producteurs audiovisuels brésiliens dans ce contexte.

La production audiovisuelle pour la distribution numérique au Brésil arrive à un moment de transition d'un modèle de financement axé sur la production indépendante qui était principalement basé sur des incitations fiscales et des subventions publiques. Ce scénario de marché (courant de 1993 jusqu'en 2016 au moins) est passé à un modèle de financement hétérogène, dans lequel il y a des productions indépendantes qui sont toujours financées par des ressources publiques mais davantage de productions qui sont entièrement financées par des ressources privées. Ce modèle de financement privé est mené par des plateformes de diffusion en continu, des programmeurs de télévision par câble et d'autres agents du secteur qui passent des contrats avec des producteurs brésiliens pour produire des films ou des séries créés et produits localement, destinés à la première diffusion sur leurs plateformes. Afin de comprendre les implications pratiques, cette étude de cas s'appuie sur l'expérience du producteur brésilien O2 Filmes.

Étude de cas III : Le développement d'une plateforme OTT locale

Langue : [anglais](#) et [espagnol](#)

Auteur : M. Raul Katz

Récapitulatif

L'étude de cas établit une comparaison entre Netflix et Claro Video en tant que plateformes OTT en tenant compte de certains éléments clés tels que le prix, l'accessibilité, l'interface utilisateur, le contenu international et latino-américain, entre autres.

Étude de cas IV : L'acquittement des droits du point de vue d'un producteur indépendant brésilien

Langue : [anglais](#)

Auteur : M. Rodrigo Salinas

Récapitulatif

Cette étude de cas décrit les pratiques d'autorisation communément adoptées dans la production audiovisuelle brésilienne.

L'autorisation est un processus par lequel les producteurs révisent les supports de création et de production afin de détecter les problèmes juridiques susceptibles d'entraîner des responsabilités ou d'empêcher la sortie du film. Ces problèmes juridiques concernent généralement l'utilisation de matériel préexistant protégé par le droit d'auteur et les droits connexes, le droit de la propriété industrielle ou les droits de la personnalité. L'autorisation dans le cadre d'une production audiovisuelle anticipe les questions juridiques affectant le film en tant que produit final, y compris les matériaux de développement et la chaîne de titres. Après la caractérisation et la description des procédures impliquant l'acquittement des droits, il s'agit d'examiner si, et dans quelle mesure, cette pratique présente des caractéristiques distinctes liées aux productions audiovisuelles destinées principalement à la distribution sur des plateformes numériques.

En raison des obligations de secret et de confidentialité contenues dans les nombreux contrats de production audiovisuelle, cette étude de cas se concentre sur l'expérience de producteurs indépendants tels que le brésilien O2 Filmes.

Cette étude de cas traite de l'importance de l'acquittement des droits, des droits préexistants qui sont généralement évalués, de l'exécution de l'obtention des droits aux différentes étapes de la production et de l'impact de l'augmentation de la distribution numérique sur l'obtention des droits. Dans chacun de ces thèmes, il est fait référence à l'environnement brésilien où travaillent les producteurs indépendants locaux. C'est dans ce contexte que les entretiens réalisés avec O2 Filmes et les données recueillies seront reflétés.

Étude de cas V : Le rôle d'un service d'agrégation de contenu dans la distribution VoD au Brésil et en Amérique latine : L'expérience de Sofa Digital

Langue : [anglais](#)

Auteurs : Mme Bruna Trevelin et M. Rodrigo Salinas

Récapitulatif

Cette étude de cas examine le rôle d'un service d'agrégation de contenu basé au Brésil, Sofa Digital, dans le marché en évolution de la distribution de vidéo à la demande ("VoD") en Amérique latine.

Au cours des dernières années, la VoD s'est imposée comme un débouché important pour la distribution d'œuvres audiovisuelles. La VoD a un caractère hybride qui englobe différents services, comme la VoD transactionnelle (TVoD), qui apparaît comme le successeur du DVD ou de la VoD par abonnement (SVoD), qui peut entrer en concurrence plus directe avec les chaînes de télévision payantes, par exemple, comme analysé dans l'étude de ce projet sur les services médias contournement (OTT).

Du fait de ce caractère hybride, il n'existe pas encore de consensus quant au placement de la VoD dans la chronologie traditionnelle des fenêtres de sortie des œuvres audiovisuelles (cinéma – VHS/DVD – télévision payante – télévision gratuite). Néanmoins, la demande de services de VoD (dans ses différentes modalités) a augmenté, et notamment dans les conditions entourant la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte de croissance du marché de la VoD, les services d'agrégation de contenu sont apparus comme intermédiaires dans la distribution des œuvres audiovisuelles, fournissant une expertise technique, commerciale et marketing, et agissant comme des gardiens entre les producteurs individuels et les distributeurs locaux, d'une part, et les plateformes numériques, d'autre part. Ils œuvrent à l'élargissement de la distribution des œuvres audiovisuelles, en maximisant les revenus de la VoD, au-delà de la sortie traditionnelle pays par pays, en salle, et en fournissant des solutions techniques spécifiques à ce type de média.

Ainsi, les services d'agrégation de contenu peuvent fournir différents services, tels que :

- a) des services technologiques : numérisation du contenu, codage, livraison, gestion des métadonnées, localisation du texte et contrôle de la qualité du master;
- b) des services administratifs : rationaliser la filière administrative; diminuer la charge administrative des plateformes et permettre aux détenteurs de droits de rendre le contenu disponible sur plusieurs plateformes de VoD sans avoir à négocier avec chacune d'entre elles individuellement; conseil et gestion des droits;
- c) des services de curation de contenu : fournir une stratégie de distribution numérique sur différentes plateformes et dans différents pays, fournir des conseils sur les aspects éditoriaux et curatoriaux, aider les clients à intégrer les contraintes réglementaires dans les catalogues;
- d) des services de commercialisation : services de marketing numérique et de relations publiques (par exemple, achat d'annonces Google); conseils sur les campagnes de marketing numérique (médias sociaux); ou
- e) d'autres services : développement de plateformes de VoD pour divers appareils; création de sous-titres, de sous-titres rapprochés, de synopsis, d'artworks; assemblage et conditionnement de courts clips afin que le contenu corresponde au modèle YouTube ou autre.

Le type de services qu'un service d'agrégation de contenu propose dépend de sa stratégie commerciale et des exigences du marché sur lequel il exerce ses activités. Cette étude de cas explique comment Sofá Digital, le principal service d'agrégation de contenu d'Amérique latine, répond au marché Over-The-Top (OTT) actuel au Brésil et en Amérique latine dans son ensemble. Pour cela, la section II présente une brève introduction de Sofá Digital et de ses principales activités. La section III fournit un aperçu de la structure de la propriété intellectuelle et des principaux changements concernant le marché de la production audiovisuelle et de la distribution VoD en Amérique latine, afin, dans la section IV, d'identifier les problèmes à l'origine des changements dans la stratégie commerciale de Sofá Digital et de décrire les solutions et le rôle qu'il se développe sur le marché. Les conclusions sont présentées dans la section V.

Étude de cas VI : L'utilisation des données dans le secteur de l'audiovisuel : tendances et opportunités

Langue : [anglais](#)

Auteur : Mme Leticia Ange Pozza et Mme Ana Paola Sifuentes

Récapitulatif

La relation que chacun entretient avec les données a changé ces dernières années. Ce qui n'était au départ que des octets s'est rapidement transformé en "nouveau pétrole" et en "emplois les plus sexy du XXI^e siècle", pour finalement se rendre compte – peut-être pas si rapidement – que les données soulèvent des questions liées au pouvoir, aux actifs organisationnels, à la vie privée et aux personnes.

Les organisations de toutes tailles vivent aujourd'hui dans un océan de données, dont les individus sont la source naturelle. Dès leur naissance, en particulier dans les pays à revenu élevé, mais pas seulement, les enfants deviennent des gouttes d'eau dans cet océan : ils laisseront une trace de ce qu'ils sont dans les ensembles de données publics et privés. Dans le même temps, de nombreuses organisations auront déjà prédit ce qu'ils deviendront dans la vie. Bien que cela semble très dystopique et loin de la réalité, les chiffres montrent que la réalité actuelle est celle de l'océan des mégadonnées, orienté données, algorithmique et intelligence artificielle (IA).

La technologie employant des données permet également de créer des produits et des services sur mesure, mais elle pourrait aussi signifier une diminution de la vie privée, tout en jugeant peut-être à tort des millions de personnes avec une seule intention mal placée inscrite dans un code. Dans ce nouveau monde, être hors ligne, imprévisible et introuvable est le véritable défi. Plusieurs études établissent un lien entre les traits de personnalité des personnes et la manière dont elles se comporteront lorsqu'elles interagiront avec les plateformes sociales (likes, commentaires ou publications sur Instagram, par exemple). Ces traits de caractère, associés à des algorithmes qui diffusent du contenu en fonction de leur comportement social, sont autant de moyens par lesquels les médias sociaux ont créé des bulles de contenu.

Cette réalité est très pertinente car c'est dans cet environnement numérique que les services Over-The-Top sont apparus et existent. Derrière des algorithmes quelque peu envahissants se cachent des programmeurs et des décideurs hautement qualifiés qui comprennent leur fonctionnement et appliquent ces compétences en leur faveur, comme nous l'avons vu, par exemple, dans les plateformes de diffusion vidéo en continu qui basent leurs recommandations sur les préférences et les goûts d'autres utilisateurs ayant regardé un contenu similaire. Les données sont désormais centrées et stratégiques pour les petites et grandes entreprises. Les algorithmes sont devenus des outils puissants, qui accélèrent et modifient la façon dont nous consommons, communiquons, percevons et accédons à tout, qu'il s'agisse d'informations, de biens et de services, ou même de nous-mêmes.

On prévoit que d'ici 2025, nous aurons plus de données que nous ne pourrions en analyser. On estime qu'à la fin de cette année-là, seulement 15% des données de la sphère de données mondiale seront étiquetées et que seulement un cinquième d'entre elles seront effectivement analysées. Les données, les logiciels et le matériel informatique deviennent des biens précieux. Mais comment garantir que les 3% de données analysées sont pertinentes pour les entreprises et notre société?

Les technologies impliquées dans la quatrième révolution industrielle sont toutes directement liées à la collecte, au traitement et à l'analyse des données. Il s'agit de domaines majeurs comme le mobile, l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, la réalité augmentée, la robotique avancée, la génomique et la chaîne de blocs.

L'industrie créative joue également un rôle important dans cette révolution. Les grandes sociétés de production peuvent désormais fonder leurs décisions sur des données. Par exemple, les tests qui étaient autrefois réalisés pour quelques centaines de membres potentiels du public sont maintenant effectués en quelques millisecondes pour des millions de personnes, ce qui permet de décider quels produits sont produits et lesquels ne le sont pas. Cette technologie, ainsi que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, ont permis aux créateurs de contenu de répondre directement au palais d'un consommateur spécifique et même d'anticiper ses préférences pour lui présenter des produits hautement désirables.

Étude de cas VII : Les plateformes en ligne Cine.ar et cine.ar.play

Langue : [espagnol](#)

Auteur : M. Gustavo Schötz

Récapitulatif

Cette étude de cas résume l'expérience de la création de deux plateformes en ligne dédiées à l'offre de contenu audiovisuel argentin. Cette étude de cas passe en revue le raisonnement qui sous-tend la création de ces plateformes, ainsi que les leçons à en tirer.

[Fin de l'annexe et du document]